

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

# La Commune

n°73

MARS-AVRIL 2008 (nouvelle série)

2,50 euros

Mensuel de l'organisation *La Commune*

Section française de l'UIT (IV<sup>e</sup> Internationale)

## Retraites : non aux 41 annuités

RETRAITES PUBLICS-PRIVÉS  
0 ans max, 70 ans min, 37,5 années de cotisation  
(formation - chômage - temps partiel inclus)

# RETOUR AUX 37.5 !

## pour tous public-privé

Hommage à Marie-Hélène Weber (p. 6)

France : Bilan des municipales 2008 (pp. 7-11)

Venezuela : En défense de Orlando Chirino (p. 18)







## Chronique d'une fin de Régime

pacotille voire même, dit -on, à financer des groupuscules de nervis d'extrême droite ( c'est Le Pen qui le dit ! ) . Bref, un cloaque. Le Denis Gauthier Sauvagnac, délégué général de l'UIMM, s'est fait prendre en flag par le

Tracfin, organisme de lutte contre le blanchiment d'argent, alors qu'il " prélevait " des mallettes de 26 à 32 kilos de liquide.

Cette affaire sert de prétexte et de point de départ à une guerre sans merci entre les dirigeants du Medef, Parisot en tête, et les " ton-ton flingueurs " de l'UIMM, que Parisot veut déléster d'une grande partie de leurs prérogatives dans les organismes de négociation ou de gestion paritaires avec les représentants des syndicats de salariés. S'agit-il de restructurer et de réorganiser le Medef avant la réforme du Code du travail qui se trame contre les salariés et les contrats collectifs ? Une chose est certaine, c'est bien une lutte de pouvoir qui est engagée, à couteaux tirés, entre les protagonistes de cette affaire sale. Et, sous cette forme, une crise sans précédent de direction de cet Etat-major des capitalistes et des banquiers qu'est le MEDEF.

### UMP-sur- Seine

Cette crise du MEDEF est d'autant plus préoccupante pour le capital financier que l'UMP peine à être la direction politique de la bourgeoisie et le parti de choc anti-ouvrier que Sarkozy avait conçu. Moins d'un an après l'intronisation de Sarkozy, l'UMP apparaît pour ce qu'elle, est une bande d'aventuriers dont " la moitié sont bons à rien et l'autre moitié sont prêts à tout " (5). C'est ce qu'illustre la campagne de Neuilly. La ville dont Sarkozy fut maire et dont le fils cadet est maintenant conseiller général. A l'origine, la tête de liste UMP devait être David Martinon, le porte-parole du Chef de l'Etat. Le 11 février, ce " para-



chuté " doit jeter l'éponge face à un " divers droite ", Fromentin qui veut " réveiller Neuilly, la belle endormie " et face à deux colistiers : Arnaud Teuillé, ancien chef de la section locale UMP et

le rejeton Jean Sarkozy. S'ensuit un duel scabreux entre Fromentin et Teuillé aux municipales. Curieusement, l'UMP soutient le " divers droite " Fromentin pendant que Teuillé, devenu dissident, reçoit le soutien du maire voisin de Levallois, Balkany et s'affiche avec la mère de Nicolas Sarkozy. Au final, c'est Fromentin qui l'emporte, dans une ambiance délétère. A telle enseigne que l'écurie Fromentin stigmatisant " la multiplication d'at-taques calomnieuses "

### PCF : la chute libre

Les municipales s'achèvent donc sur fond d'abstentions record. Ces abstentions sont principalement des abstentions ouvrières et populaires (6). Dans le même temps, loin de se relever, le PCF poursuit inexorablement sa chute.



Jean-Pierre Brard, ex-maire de Montreuil-sous-Bois

L'exemple le plus marquant en est le cas de Montreuil où le maire sortant, apparenté PCF, dirigeant cette ville depuis près d'un quart de siècle, a été battu à plate couture par Voynet. Cette défaite est d'autant plus cuisante que la

liste de l'édile sorti était soutenue par le PS, le PC, le groupuscule des radicaux bourgeois " de gauche ". Ce, après une campagne de haine dont les staliniens sont capables. Une fois battus, ces gens-là s'exclament " Montreuil livrée aux bobos " ! Or, à Montreuil comme partout où ils tiennent des villes, ce sont ces " anti bobos " qui ont favorisé la spéculation immobilière et l'accession à la propriété à des prix exorbitants au détriment des logements HLM et des familles ouvrières mal-logées. Ecumant de haine, le maire battu Jean Pierre Brard, prétend que Voynet a été élue grâce à l'UMP et à la droite. Qu'il se console : il est fort à parier que Voynet poursuivra la même politique municipale qu'auparavant. Et, dans l'adversité, il n'est pas le seul : le PC a perdu Aubervilliers, Calais. Fiefs et bastions tombent les uns après les autres. Y compris le Conseil général du neuf-trois. Les salariés, les jeunes, les chômeurs, par leur abstention massive, font la grève du vote parce qu'ils ne reconnaissent plus les directions du PS et du PCF comme leurs représentants et ne voient plus dans les élections le moyen d'affirmer leur volonté politique indépendante.

Daniel Petri-  
le 23 mars 2007

1)- Le Monde 9 novembre 2007

2)- Extrait de la Chanson de Craonne, auteur anonyme. Craonne- commune de l'Aisne

3)- C'est en passant par les égouts qu'une bande de pieds nickelés s'étaient introduits dans la salle des coffres de cette succursale de la Société générale. Ils y avaient laissé un mot " ni arme, ni violence et sans haine " Sans haine, pas tout à fait car le cerveau de cet " exploit " était un activiste fasciste.

4)- Union des industries et métiers de la métallurgie, anciennement Union des industries métallurgiques et minières, colonne vertébrale .du MEDEF

5)- Boutade de Coluche, à propos des ministres français à la fin des années 70

6)- Cf. article sur le bilan des municipales dans ce numéro de La Commune



## Bilan des élections municipales de mars 2008

# Abstentions et panier de crabes

**Les élections municipales des 9 et 16 mars dernier sont incontestablement une défaite cinglante pour Sarkozy et son gouvernement et une Berezina pour le Modem de Bayrou, l'autre parti de la droite. La "gauche" a gardé, conquis ou reconquis une majorité de grandes villes : Paris, Lyon, Toulouse, Strasbourg, Rouen, Caen, Amiens, Metz, Reims, ... Elle administre désormais 71,7% de la population des villes de plus de 9000 habitants (contre 56% en 2001) Le PS renforce sa prééminence au sein de la gauche : près de la moitié (46,2%) de la population des villes de plus de 9000 habitants est administrée par lui. Cela en termine-t-il avec les leçons politiques de ces élections ? Certainement pas. Analyse.**

### Abstention record

La première, la plus importante des leçons est celle du record du pourcentage d'abstentions ... Qu'on en juge.

	1 <sup>er</sup> tour	2 <sup>ème</sup> tour
1965	21,8	29,2
1971	24,8	26,4
1977	21,2	22,4
1983	21,6	20,3
1989	26,9	26,9
1995	32,0	32,0
2001	29,9	30,8
2008	33,5	34,5

Ce taux record d'abstentions inégalé dans toute l'histoire de la Vème république est à rapprocher du score inverse de record de participation à la présidentielle de 2007. L'abstention est d'autant plus forte que la commune est peuplée (son taux est de 39,5% dans les communes de plus de 3500 habitants contre 24,5% dans les autres) Dans les villes dirigées par le PCF, elle est nettement plus élevée (46,2%) au-dessus même de 50% dans 15 villes (sur 32 villes de plus de 3500 habitants), pour la plupart dans la région parisienne (1)

Quelques exemples :

Villes	Abstentions 2008	Abstentions 2001
Bobigny	54%	56%
Aubervilliers	53%	52%
Clichy/Bois	55%	47%
Le Pré St Gervais	50%	44%
St Denis	56%	53%
Sevran	52%	47%
Stains	56%	57%
Créteil	52%	49%
Ivry	50%	47%
Villejuif	50%	52%
Vitry	52%	52%
Cergy	51%	50%
Sarcelles	55%	50%
Villiers le Bel	51%	54%
Les Mureaux	52%	42%
Evry	52%	49%
Grigny	55%	46%
Melun	51%	52%
Wattrelos	51%	49%
Roubaix	60%	55%
Tourencoing	54%	50%

C'est donc bien d'une abstention d'abord et avant tout ouvrière et populaire dont il s'agit. L'abstention de droite existe aussi, certes, mais dans une très moindre mesure.

Qu'ont voulu ainsi signifier les électeurs des villes ouvrières, comme celles de la région parisienne (56% à Saint-Denis !), sinon qu'ils ne se reconnaissaient en rien dans la politique menée par les directions des partis censés les représenter. Il s'agit de fait, non d'un phénomène de passivité comme veulent souvent le faire croire ces mêmes partis, mais bien d'une grève du vote. Ce vide politique de la représentation ouvrière, déjà présent les dernières années ne fait que s'approfondir. Il sera nécessairement comblé par la recherche d'une issue aux problèmes auxquels la classe ouvrière est confrontée sur le terrain direct de la lutte des classes, grèves, manifestations...

Les grèves en cours en sont d'ailleurs les signes avant-coureurs. C'est bien cela qui terrorise ceux qui nous gouvernent, en incluant les gestionnaires de la bourgeoisie que sont les directions des partis de la gauche plurielle. Le phénomène abstentionniste est de ce point de vue la leçon majeure de ces élections.

### Poursuite du déclin du PCF

D'aucuns avaient été un peu vite en besogne, au soir du 1er tour, en annonçant un sursaut du PCF, voire une renaissance, à la lumière de quelques rares succès tels que Dieppe ou Vierzon. La satisfaction du premier tour n'a été que de courte durée. Le PCF continue son déclin politique et donc électoral. Les pertes de Montreuil, Aubervilliers, Calais, Pierrefitte, Villette, Denain, Villeneuve-lès-Maguelonne Pont-de-Claix, mais aussi du département de la Seine St Denis en témoignent. Et les gains (17 villes) sont loin de



## Bilan des élections municipales de mars 2008

tion, nous devons quand même faire l'effort d'une campagne car obtenir des élus municipaux est extrêmement important pour notre rayonnement politique. Ces élus sont un point d'encre dans une ville et l'axe autour duquel peuvent graviter nos activités locales (...). La conclusion est que nous devons essayer de constituer des listes dans le maximum de localités. Cela ne nous empêchera certainement pas d'étudier et d'être ouverts à toutes propositions d'alliances, que nous étudierons en fonction des situations, des rapports de force locaux et des possibilités d'élus que ces alliances pourraient réellement nous ouvrir. Nous n'avons en effet aucun intérêt à conclure des alliances sur un programme d'accords avec nos éventuels alliés si cela ne nous permettait pas d'avoir des élus, voire nous en empêchait, et d'autant plus que nous avons les moyens de nous présenter indépendamment (...) Dans les circonstances politiques actuelles, Lutte Ouvrière souhaite qu'il y ait dès le premier tour une union de toutes les forces de gauche et elle est prête à y participer. Ses candidats se présenteront donc sur de telles listes d'union, sauf si le Parti socialiste, le Parti communiste ou les deux refusent cette alliance et préfèrent la division. Ce n'est que dans ce cas que Lutte Ouvrière présentera ses propres listes " (Source : numéro 2060 du 25 janvier 2008 de l'hebdomadaire de LO) A droite toute !

### Exclusions

Un mois après il n'y avait plus de précautions de langage : Pour y parvenir, sachant que ce virage allait faire grincer les dents, la direction de LO normalise le débat interne, empêche la parution de la " tribune de la minorité " et finit par suspendre les militants de la minorité ; c'est-à-dire par les sanctionner en leur enlevant tous les droits de militant : " Le Comité central de LO, écrivent les minos dans un communiqué en date du 4 février, samedi 2

février la " suspension " de la Fraction l'Étincelle jusqu'au prochain congrès de l'organisation qui se tiendra en décembre. Cette exclusion de fait, qui s'applique à tous les niveaux de l'organisation et toutes les instances et concerne toutes les activités militantes, en particulier la participation, rédaction et vente de la presse nationale comme d'entreprise, tombe au moment où LO effectue un tournant politique à 180° et cherche à s'intégrer dans l'union de la gauche à l'occasion des prochaines élections municipales.



La petite famille de l'Union de la gauche presque au complet

Le prétexte qui a servi de justification à la direction de LO est d'ailleurs significatif. Cette mesure d'exclusion a été prise parce que deux conseillers sortants élus en 2001 sur des listes LO de Wattrelos (Nord), dont un membre de la Fraction, n'ont pas accepté d'être écartés cette année, manœuvre qui n'avait d'autre objectif que de faciliter les négociations pour des places éligibles sur la liste de gauche emmenée par le Parti socialiste. On ne peut dire plus clairement qu'il s'agit de se débarrasser de ceux qui n'acceptent pas un alignement derrière le Parti socialiste et refusent de prôner une union de la gauche à laquelle LO s'était toujours opposée jusque-là, que cette gauche soit dans l'opposition ou au gouvernement.

Cette intégration ne se fait certes pas sans mal puisque d'une part le Parti socialiste a repoussé jusqu'ici les offres de service de LO dans une majorité des villes où elle les a proposées et qu'elle se heurte d'autre part aux réticences ou même à l'hostilité d'une partie des militants et sympathisants d'extrême gauche. Ces difficultés ne sont d'ailleurs pas étrangères à la détermination de la

direction de LO à exclure son opposition interne (...) " (communiqué de la Minorité, 4 février 2008)

Logiquement, ce virage à droite de LO qui jette cette organisation dans les bras de l'Union de la gauche-Front populaire s'accompagne donc d'un déni de démocratie interne et d'exclusions. Au 1er tour des municipales, cette stratégie de LO de participation active aux listes " d'Union de la gauche ", y compris avec le PRG et le Modem a été effectuée dans 69 villes.

Résultats du 1er tour pour LO dans ces listes " d'union " : 36 élus pour LO. (21 sur des listes unitaires avec le Parti communiste et/ou le Parti socialiste, 15 sur des listes Lutte Ouvrière " ( Source : site web de LO)

Finalement, à la veille du 2ème tour, LO, sans doute consciente de l'énormité de la situation et déjà confrontée à une crise interne décide, le 12 mars, par la voix d'Arlette Laguiller de se retirer des listes d'union où le PS maintient son alliance avec le Modem, comme à Perpignan ou Marseille.

Compte-tenu du 2ème tour, LO obtient au total 65 élus sur des " listes d'union " Soit un total de (65+15) 80 élus. (4)

### LO dans le camp de l'Union de la Gauche - Front populaire "

LO obtient donc l'essentiel de ses élus (65) sur des " listes d'union " Elle avait obtenu 33 élus en 2001 mais uniquement sur des listes LO indépendantes. Le virage à droite est flagrant.

Certes, LO a, au dernier moment, refusé de continuer l'alliance avec le Modem, parti de droite. Mais il a maintenu l'alliance dans des listes où figurait le PRG-MRG. Or le PRG-MRG est, tout autant que le Modem, un parti de la bourgeoisie. Qu'il soit groupusculaire ne fait rien à l'affaire. Il est par nature le lien organique avec la bourgeoisie et ses intérêts (voir encadré ci-contre)

LO était ainsi en bonne place dans des listes d'union incluant le PRG (ou MRG) à Clermont-Ferrand, Clichy, Ivry, La Chapelle St Luc, La Ciotat, Lanester, Limeil-Brévannes, Marseille 8ème, Nogent-sur-Oise, Perpignan, St- Fons, Vénissieux, Vierzou, Villeneuve d'Ascq etc.(5)



## Bilan des élections municipales de mars 2008

début. Telle est la réalité. D'ailleurs, dans nombre d'endroits, les élus LCR, entre 2001 et 2008 ont souvent voté le budget...par tranches.(ceux de LO aussi) Quelle différence entre le vote par morceaux et celui en totalité ?

Sur ce point au moins, LO a été, dans sa volonté d'intégration à la gauche plurielle, moins ambiguë et elle a accepté par avance, en échange de sa participation aux listes d'union avec le PS, de voter le budget de la gauche municipale...

En outre, il faut rappeler, une fois de plus dans nos colonnes, que la LCR a de nouveau mis en avant dans son programme électoral la lutte pour la " démocratie participative et la lutte pour le budget participatif ", basée sur l'expérience de son homologue brésilienne à Porto Alegre, au Brésil.. Le budget participatif, cela consiste à lier les habitants, par des assemblées de quartiers à la gestion de la pénurie : doit-on choisir la voirie ou les services sociaux, les déchets ou la crèche municipale, etc. C'est associer la population à sa propre déchéance...

Enfin, n'oublions pas de faire la pleine lumière sur les listes LCR prétendument indépendantes du 1er tour. C'est loin d'être aussi simple et aussi transparent que la LCR le prétend :

" Sur les 200 listes présentées ou soutenues par la LCR, elle ne s'est présentée seule que dans environ 80 communes. Dans 50 villes, elle a présenté une liste commune avec les collectifs antilibéraux ou la gauche alternative (...) Dans 30 cas, elle s'est présentée avec le PCF local contrairement à la ligne nationale du PCF (...) Neuf listes ont été présentées avec les Alterécolos, 13 listes ont été décrites comme " unitaires" sans autre précision, 11 listes ont été présentées avec des groupes alternatifs locaux (...) " (7) Un exemple de ce panier de crabes : la liste des Alternatifs et de la LCR à Pau. Lorsqu'on connaît le programme des Alternatifs, qui n'ont aucune intention de s'attaquer au capitalisme, qui veulent juste être de gentils garçons et filles qui veulent faire le bien autour d'eux...

### Et le PT dans tout ça ?

Il n'est pas de bonne morale, dit-on, de frapper un homme à terre. C'est ce que

nous ferions si nous indiquions qu'une fois de plus, d'élection en élection, le score électoral du PT s'enfoncé dans des profondeurs abyssales.

A de rares exceptions, le PT se fait distancer, écraser devrait-on dire, par LO et la LCR (sauf bien sûr dans les quelques endroits où il a fait liste commune avec eux, ce qui est une innovation) et ses scores flirtent avec le ridicule.

Même à Alfortville, où le candidat de La Commune a été battu par une coalition sans principe LO-LCR et staliniens, notre camarade Daniel Petri fait beaucoup plus que la liste du PT qui perd, elle aussi son conseiller municipal.

La direction du CCI-PT a l'intention de proclamer prochainement un Parti ouvrier indépendant (POI) Outre qu'il serait intéressant qu'on nous explique, si, par conséquent, l'actuel PT n'est donc ni " ouvrier " ni " indépendant ", que faut-il penser d'un POI dont les fonts baptismaux sont ceux d'une d'une énième cinglante déroute électorale et d'une autre pitoyable auto proclamation. Dans ce parti aussi, la crise politique interne s'accélère et l'implosion couve.

### Les leçons majeures

Les leçons majeures des élections municipales de 2008 peuvent se résumer

ainsi : accentuation de la crise politique et sociale, défaite de grande ampleur pour Sarkozy et son gouvernement neuf mois à peine après son élection, abstention ouvrière record annonciatrice de l'explosion sociale qui vient, vide politique de représentation de la classe ouvrière face au " socialisme bourgeois ", poursuite du déclin du PCF et montée à la rescousse de l'Union de la gauche-Front populaire par les deux principales organisations se réclamant du trotskysme, LO et LCR, décomposition du Lambertisme...

**Pedro Carrasquedo,  
26 mars 2008**

(1)Source : Note sur les élections de mars 2008 et les résultats du PCF, de Roger Martelli, rénovateur PCF.

(2)Idem

(3)quelques semaines après, désavoué par la base des militants LO de Montpellier, il sera contraint de se retirer de la liste PS- Modem

(4)Source : site web LO

(5)Site web LO

(6)Site web LO

(7)Site LCR à la veille du 2eme tour

(8)Source : bulletin n° 9 de Socialisme international, un des courants internes de la LCR)

### L'alliance avec l'ombre de la bourgeoisie.

Le fait le plus étonnant politiquement est que, dans le Front populaire espagnol, il n'y avait pas au fond de parallélogramme des forces : la place de la bourgeoisie était prise par son ombre. Par l'intermédiaire des staliniens, des socialistes et des anarchistes, la bourgeoisie espagnole s'est subordonné le prolétariat sans même se donner la peine de participer au Front Populaire : la majorité écrasante des exploités de toutes nuances politiques était passée dans le camp de Franco Sans aucune théorie de la révolution permanente, la bourgeoisie espagnole a compris, dès le début du mouvement révolutionnaire des masses, que, quel que soit son point de départ, ce mouvement était dirigé contre la propriété privée de la terre et des moyens de production, et qu'il était absolument impossible d'en venir à bout par les moyens de la démocratie.

C'est pourquoi il n'est resté dans le camp républicain que des débris insignifiants de la classe possédante, MM. Azana, Companys et leurs semblables, avocats politiques de la bourgeoisie, mais nullement la bourgeoisie elle-même. Ayant tout misé sur la dictature militaire, les classes possédantes surent en même temps utiliser leurs représentants politiques de la veille pour paralyser, désagréger, puis étouffer le mouvement socialiste des masses sur le territoire " républicain ". Ne représentant plus à aucun titre la bourgeoisie espagnole, les républicains de gauche représentaient bien moins encore les ouvriers et les paysans : ils ne représentaient rien en dehors d'eux-mêmes. Pourtant, grâce à leurs alliés socialistes, staliniens et anarchistes, ces fantômes politiques ont joué dans la révolution un rôle décisif. Comment ? Très simplement en tant qu'incarnation du principe de la révolution démocratique, c'est-à-dire de l'inviolabilité de la propriété

**Léon Trotsky, Leçons d'Espagne, dernier avertissement décembre 1937**









## Cuba : démission de Fidel Castro

# Cuba après Castro ?

**" J'annonce à mes chers compatriotes...que je ne chercherai pas et n'accepterai pas - je répète - je ne chercherai pas et n'accepterai pas la fonction de Président du Conseil d'Etat et de Commandant en chef. " C'est en ces termes que Fidel Castro s'est adressé aux Cubains dans une lettre publiée le 19 février dans " Granma " organe du Comité Central du Parti Communiste Cubain. C'est son frère, Raul Castro, âgé de 76 ans qui lui succède ce 2 mars 2008. Que va-t-il advenir de Cuba alors que l'Impérialisme US va tenter de profiter de la situation pour reprendre pied par tous les moyens sur l'île, non bien sûr pour combattre la dictature, qu'elle soit de Castro ou de Raul, mais bien pour détruire les conquêtes de la Révolution de 1958 qui l'a chassé de Cuba.**

Le 1<sup>er</sup> janvier 1959 à trois heures du matin, le dictateur Batista quitte définitivement Cuba qu'il gouvernait depuis son coup d'état de mars 1952. Quelques heures plus tard, Ernesto Guevara et Camilo Cienfuegos entraînent à La Havane en pleine grève générale. Quelle est la situation de l'île au moment où les guérilleros du " Mouvement du 26 juillet " prennent le pouvoir ?

### Une colonie des USA

Le capital américain contrôle 90% de la production minière, 90% de la distribution de l'électricité et du téléphone, 80% des services publics, 50% des chemins de fer, 40% de la production sucrière et 25% des dépôts bancaires. 47% des terres cultivées appartiennent à des propriétaires américains.

30 000 propriétaires possèdent 70% des terres agricoles, tandis que 78,5% des paysans doivent se contenter de 15% des terres. Quant à la culture de la canne à sucre, la principale richesse agricole avec la culture du tabac, 22 grands propriétaires possèdent 70% des terres cultivables.

Une bonne partie de Cuba est entre les mains de la Mafia des Etats-Unis. Lucky Luciano, Meyer Lansky, Santos Trafficante contrôlent les casinos dans lesquels ils blanchissent l'argent de la drogue, de la prostitution...La Havane, paradis de la mafia est un immense bordel pour touristes américains où la famille Batista et des membres de l'armée prélèvent leur dû sur les machines à sous et les parcmètres. Autant dire que Cuba est une colonie des Etats-Unis.

### Caractère de la révolution

Au mois de mai 1959, la loi de réforme agraire est signée. Les entreprises du téléphone et de l'électricité sont nationalisées. Les raffineries de pétrole qui

appartiennent toutes à des compagnies américaines (Standard Oil, Texaco, Shell) refusent de vendre du pétrole, de prêter des navires-citernes pour son transport...le 16 juin, elles sont nationalisées. Le 3 février 1960, John Kennedy, Président des Etats-Unis décrète un embargo total pour le commerce avec Cuba. Le 16 avril 1961, Fidel Castro définit la révolution cubaine comme



Fidel Castro et son frère Raúl

révolution socialiste, le lendemain 1500 exilés cubains armés, entraînés et financés par la CIA, avec l'accord du gouvernement Kennedy, débarquent dans la baie des Cochons, ils sont écrasés au bout de trois jours de combats.

### Et maintenant ?

Le retrait de Fidel Castro a suscité quelques espoirs pour le gouvernement des Etats-Unis, Bush a toutefois repoussé l'idée de se réunir avec Raul Castro en déclarant que " ce serait une erreur de converser avec un tyran ". Du côté des candidats à la présidence, McCain, du Parti républicain, s'est exclamé : " J'espère que Fidel pourra bientôt se réunir avec Marx " ; Barack Obama, du Parti démocrate a affirmé pour sa part n'avoir aucun problème pour se réunir avec Raul Castro tandis que sa concurrente Hillary Clinton a

montré beaucoup plus de réticences. Mais aucun d'entre eux ne s'est prononcé pour la levée du blocus que l'impérialisme américain impose depuis bientôt 50 ans au peuple cubain. Ce blocus est le principal responsable des souffrances endurées par le peuple cubain, en effet pas un médicament, pas de denrées alimentaires, aucun produit de base ne peut arriver à Cuba

que ce soit d'Europe ou des Etats-Unis.

Que veut l'Impérialisme sous la direction des Etats-Unis ? En finir avec toutes les conquêtes de la révolution cubaine, avec le système de santé publique gratuite et d'éducation

publique gratuite qui, suivant les critères de l'ONU, classe Cuba au sixième rang des nations du monde (99,8% de la population est alphabétisée et l'espérance de vie est de 78 ans). En finir avec la réforme agraire, avec les nationalisations. L'espoir de l'impérialisme ne réside pas dans le peuple cubain qui doit arracher la liberté de s'organiser en partis et syndicats indépendants, mais dans la recherche au sein de l'Etat cubain et dans le Parti communiste d'un " Gorbachev des tropiques " qui ouvrirait la voie à la restauration capitaliste .

La défense des conquêtes de la révolution cubaine est étroitement liée au combat des masses contre l'impérialisme en Amérique latine et particulièrement au Venezuela, en Bolivie et en Equateur.

Elie Cofinhal,  
le 13 mars 2008

## Venezuela

# Uribe, l'homme de Bush

**Alors que le Venezuela est l'objet d'un blocus économique de la part du gouvernement colombien d'Uribe, pour organiser la pénurie alimentaire et que les avoirs étrangers de l'entreprise nationale pétrolière PDVSA ont été confisqués à la demande de l'entreprise américaine Exxon Mobil, des bruits de bottes se font entendre aux frontières entre la Colombie et l'Equateur d'une part et la Colombie et le Venezuela d'autre part. On trouvera ci-dessous des extraits d'une déclaration de " Marea Socialista " journal du collectif de militants révolutionnaires dans le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV)**

Le monde a pu voir l'aberrant massacre perpétué par le gouvernement de Uribe et ses forces militaires, dirigés et soutenus par les Etats-Unis contre Raul Reyes et dix sept guerilleros colombiens. Le refus d'accepter l'échange des otages, comme un pas dans la voie de la résolution de la crise interne que vit la Colombie depuis plus de cinquante ans, démontre que le chemin choisi par l'oligarchie vassale, soumise à l'impérialisme nord-américain est celui de provoquer une escalade d'agressions qui justifierait la transformation du territoire colombien en état génocidaire pour contrôler l'Amérique latine, à l'exemple d'Israël pour La Palestine, le Liban et tout le Moyen Orient.

### Escalade guerrière

Contrairement à l'histoire mensongère d'un supposé affrontement armé, il est prouvé que ce qui est arrivé est un massacre dans un campement situé sur le territoire Equatorien. Pour essayer de démontrer les relations économiques des FARC avec le gouvernement Chavez et la permission donnée par le gouvernement équatorien à l'entrée des guerilleros sur son territoire, les forces armées colombiennes ont ajouté un nouveau mensonge en montrant des ordinateurs qui auraient appartenu à Raul Reyes et qui, de manière insolite, seraient restés intacts au milieu du bombardement.

Le massacre commis est la démonstration la plus claire du rejet par Uribe d'un accord et d'un échange humanitaire. Alors que quatre otages étaient libérés, la réponse du gouvernement est la mort, générant un sentiment d'impuissance et de terreur parmi les parents des autres civils aux mains des

FARC. Il est apparu que le gouvernement colombien n'est pas intéressé ni par la vie des otages, ni par la paix, mais par la continuation de son escalade guerrière mettant en danger toute la région. Nous répétons, une fois de plus, que les FARC ont le droit, devant cette situation, de se défendre du gouvernement colombien, des mercenaires yanquis et des forces paramilitaires, mal-

d'agression contre nos peuples, alors qu'il impulse au Venezuela des mesures de sabotage économique contre le peuple et le processus révolutionnaire, tout en persistant dans le soutien aux tentatives séparatistes en Bolivie.

### Les troupes d'Equateur et du Venezuela aux frontières de la Colombie

Comme il était logique, le gouvernement de Correa, face à l'attitude d'Uribe a rompu les relations avec son gouvernement. Il en est de même pour le gouvernement du Venezuela qui a rappelé, lui aussi, son ambassadeur de Bogota et expulsé de notre pays la représentation colombienne. Les deux gouvernements, ont déployé leurs troupes, préventivement, aux frontières de la Colombie, des mesures que nous considérons comme justifiées, en défense et protection de la souveraineté territoriale de nos pays et pour faire face à de possibles et nouvelles incursions et attaques du gouvernement colombien et de l'impérialisme.

### Mobilisations

Nous croyons qu'il est nécessaire que les gouvernements Chavez et Correa appellent à de massives mobilisations populaires contre l'agression, aussi bien en Equateur qu'au Venezuela. Dans le même temps que l'on fait des pas en avant dans la coordination avec toutes les forces réellement démocratiques, ouvrières, populaires et socialistes de Notre Amérique pour organiser des mobilisations continentales en exigeant, en premier lieu, la cessation de toute agression et le retrait immédiat des bases militaires américaines de tout le territoire de l'Amérique du Sud.



gré que nous ne partagions pas leurs méthodes de séquestrations de civils et leurs autres actions minoritaires qui ne renforcent pas la lutte pour en finir avec le gouvernement d'Uribe.

### Bases militaires

Mais les Etats-Unis et leur supporter Uribe essaient, non seulement d'écraser à travers la répression les forces de la guérilla - ce qui signifie un sérieux risque de mort pour les otages des FARC un fait qui, sûrement, serait considéré comme " un dommage collatéral " - mais aussi d'aboutir à une situation politique et militaire qui donnerait une justification aux Etats-Unis pour consolider et étendre ici ses bases militaires afin de redoubler





